

LES TRANSPORTS

TERRE-NEUVE—LA RECOMMANDATION DU COMITÉ RELATIVE AU SERVICE-VOYAGEURS—DEMANDE D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports. Étant donné que le comité des transports et des communications, sous la distinguée présidence du député de Crowfoot, a résolu hier soir par un vote unanime des députés de tous les partis de recommander au gouvernement de rétablir le service ferroviaire pour les voyageurs à Terre-Neuve, à l'instigation de mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest, le ministre se propose-t-il de donner suite à cette recommandation de députés de tous les partis?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre peut répondre à cette question, mais le député de Saint-Jean-Est sait qu'il est contraire au Règlement d'invoquer la décision d'un comité ou de se référer aux travaux d'un comité tant qu'un rapport n'a pas été déposé. Peut-être le ministre est-il en mesure de répondre brièvement à la question du député, qui à mon avis est irrecevable.

Une voix: Acceptez, Jean.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, avant de reformuler ma question, j'invite le ministre à consulter le distingué président du comité pour savoir ce qui s'est passé hier soir. Le ministre est-il maintenant disposé à faire accélérer l'étude que le ministère avait demandée sur tous les aspects des transports terrestres à Terre-Neuve; et si cette étude est terminée, quand le ministre en fera-t-il rapport à la Chambre?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'endroit où se trouve le président du comité n'a rien à voir avec nos rapports. Bien que je ne sache pas exactement ce que le comité a décidé hier soir, il n'y a pas de doute que nous devons étudier et faire étudier par la Commission canadienne des transports la question de rétablir le service-voyageurs à Terre-Neuve.

* * *

LES FINANCES

LA BANQUE ROYALE DU CANADA—LA PRIME VERSÉE AUX EMPRUNTEURS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comme la Banque Royale du Canada offre un appât de \$25 aux emprunteurs éventuels de \$1,000 ou plus, pratique qu'a condamnée l'Association des consommateurs du Canada, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il s'est penché sur cette affaire et, dans l'affirmative, peut-il en faire rapport à la Chambre?

Questions orales

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je crois que le député de Trinity a soulevé le point il y a un jour ou deux. J'en ai informé la banque.

M. Nystrom: Le ministre exhorterait-il personnellement la Banque Royale du Canada de mettre un terme à cette pratique irréfléchie? Fera-t-il une recommandation à la banque au nom du gouvernement?

* * *

LES CONGÉS STATUTAIRES

LA FÊTE NATIONALE EN 1973

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État. Étant donné que cette année, la fête la plus historique que nous ayons au Canada, le 1^{er} juillet, tombe un dimanche, comme la loi dit qu'elle doit être célébrée ce jour même, le ministre peut-il dire à la Chambre et au Canada quel jour la fête sera célébrée?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, la loi prévoit également que, quand elle tombe un dimanche, la fête est célébrée le lendemain lundi.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RESSOURCES MARINES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT LORS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou au ministre de l'Environnement, je ne sais pas au juste lequel, et alors le ministre compétent pourrait peut-être répondre. En raison de l'importance de la prochaine conférence sur le droit de la mer qui décidera pour de nombreuses années à venir du partage de nos ressources marines ainsi que de l'exploitation des ressources minérales et pétrolières de notre plateau continental, le gouvernement a-t-il l'intention de faire une déclaration à l'appel des motions, en temps opportun, de façon que les députés sachent quelle est la position que prendra le Canada au sujet de cette question importante?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir m'engager au nom de mon collègue et de moi-même à faire une telle déclaration, mais on se demande en ce moment s'il ne serait pas plus utile de la faire devant l'un de nos comités permanents. De toute façon, nous serions prêts à faire une telle déclaration.

LE VIETNAM—POUR PARLER AVEC LES PAYS MEMBRES DE LA CICS AU SUJET DES RÉCENTS INCIDENTS

[Français]

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite des incidents qui se sont produits ces jours-ci au Vietnam, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a eu des contacts par voie diplomatique ou autre avec les représentants de la Pologne, de la Hongrie et de l'Indonésie, et, dans l'affirmative, quelles ont été les réactions de ces pays?